

Grande contribution du Projet PARCI-2 à l'assainissement des finances publiques au Togo : P.2

DES RESULTAT SPECTACULAIRES GRACE A LA BONNE EXECUTION DU PROJET PAR ADJI OTETH AYASSOR ET SON EQUIPE

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°423 du 1er Décembre 2014
Prix : 250F CFA
Nouvelle
OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Ebola : P.6

L'OMS a dressé son bilan samedi dernier

Démonstration de popularité du week-end dernier

Les ODDH et les partisans du Cap2015 dans les rues de Lomé



La marche de Vendredi dernier à Dapaong

Des dizaines de milliers de militants derrière UNIR dans la savane

Sommet de la francophonie à Dakar :
Faure Essozimna Gnassingbé chaleureusement accueilli par les Togolais résidents au Sénégal



Après les manifestations de rues du 21 novembre :

Le MJPG dénonce certaines dérives de l'opposition qui selon lui entrave la bonne marche démocratique P.3

Les acteurs politiques du Togo accueillent un nouveau né :

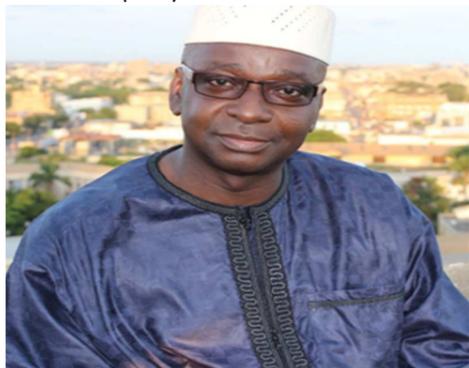
Tikpi ATCHADAM lance le Parti National Panafricain



P4

Grande contribution du Projet PARCI-2 à l'assainissement des finances publiques au Togo : DES RESULTATS SPECTACULAIRES GRACE A LA BONNE EXECUTION DU PROJET PAR ADJI OTETH AYASSOR ET SON EQUIPE

Les quinze longues années de crise sociopolitique que le Togo a connue, ont laissé derrière elles une administration togolaise non seulement obérée par des déficiences institutionnelles, organisationnelles et fonctionnelles, mais également frappée par des contraintes en ressources humaines et matérielles. C'est ainsi que dans la perspective d'une normalisation progressive de la situation économique, politique et sociale au Togo, de nombreux programmes ont été élaborés, par le gouvernement togolais, sous la houlette du Président Faure Gnassingbé en vue d'améliorer la gouvernance économique et financière. Parmi ces programmes, on note en première ligne le Projet d'Appui au Renforcement des Capacités Institutionnelles (PARCI).



Le coordonnateur PARCI II

Le démarrage avec PARCI-1

La première phase du projet dénommé PARCI-1 qui a été approuvée en juillet 2006 vise essentiellement à préparer le pays à la reprise de la coopération avec les partenaires du Togo notamment la Banque Africaine de Développement (BAD). La priorité du projet PARCI-1 a été accordée aux structures du Ministère de l'Economie et des Finances en raison de sa forte implication dans le processus de reprise de la coopération. Dans ce contexte, le PARCI-1 a été mis en œuvre avec succès dans le délai des trois ans qui avaient été arrêtés lors de son évaluation. Toutefois, malgré les acquis du PARCI-1 et les progrès accomplis par le pays, le Togo demeure un Etat fragile. D'où la nécessité d'une poursuite du programme à travers un second volet.

PARCI-2 pour la Consolidation de la bonne gouvernance économique et financière

La seconde phase du programme dénommée PARCI-2 a été conçue pour consolider les acquis des réformes du gouvernement en matière de modernisation de l'administration publique et de renforcement de la gestion macroéconomique et budgétaire afin de promouvoir la bonne gouvernance économique et financière au Togo. Sa conception a pris en compte les avancées et les contraintes identifiées ainsi que les leçons tirées de la mise en œuvre du PARCI-1.

Ce second volet porte sur deux dons d'un montant de 9,21 millions d'Unité de Comptes (UC) réparti en don Fond Africain de Développement (FAD) de 4,85 millions d'UC et en don de la Facilité en faveur des Etats Fragiles (FEF) de 4,36 millions d'UC avec une contrepartie du gouvernement de 0,49 million d'UC soit un total de 9,70 millions d'UC. Entré en vigueur en octobre 2010, PARCI-2 devrait prendre fin en décembre 2014 avec comme objectif général de contribuer au renforcement des capacités de mobilisation des ressources financières domestiques et de promouvoir la bonne gouvernance économique et financière au Togo devenue depuis quelques années une préoccupation majeure du président Faure Gnassingbé.

Les Trois Composantes de PARCI-2

La seconde phase de PARCI se décline en trois composantes principales à savoir : A-B et C.

A travers la composante A, il s'agit de parachever l'intégration des finances publiques et de renforcer la capacité de mobilisation des ressources domestiques. La composante B concerne le renforcement de l'intégrité du système de contrôle et d'audit des finances publiques. S'agissant de la composante C, elle est relative à la gestion du projet.

A un mois de la fin de ce projet piloté par Monsieur Oniankitan Ogbone, le ministre de l'économie et des finances, M. Adjil Oteth Ayassor peut se féliciter du travail abattu, dans la rigueur et l'efficacité par son équipe pour l'atteinte des résultats probants sur le terrain. Plusieurs activités prévues au niveau de chacune des sous composantes ont été réalisées avec succès.

Fournitures des Équipements informatiques, matériels et mobilier de bureau

Des équipements informatiques, matériels et mobilier de bureau (notamment ordinateurs, imprimantes, photocopieurs, compteurs de billets, détecteurs de faux billets, coffres forts et armoires fortes, meubles etc) prévus dans le cadre de l'exécution de ce projet ont été acquis et remis aux structures bénéficiaires de la sous composante A1. Outre, les motos destinées à la Direction des Finances qui ont été effectivement remises, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) a sollicité et obtenu l'autorisation de la BAD pour utiliser le financement réservé à l'installation du système STAR-UEMOA, pour l'acquisition de véhicules destinés à faciliter l'intervention, les contrôles et la collecte des fonds et pièces justificatives assurés par les trésoreries régionales.

Le PARCI-2 a œuvré pour l'extension du SIGFIP entendu, système intégré de gestion des finances publiques dans les sept ministères sectoriels prioritaires. Ce système s'est également étendu au niveau de cinq trésoreries régionales,

de quatre trésoreries principales et de dix autres trésoreries sur toute l'étendue du territoire national. Aujourd'hui, la dépense publique est suivie en temps réel quel que soit l'endroit où elle est exécutée sur le territoire national. L'extension progressive du SIGFIP aux trésoreries des préfectures et aux ministères sectoriels rassure sur les moyens de suivi de l'exécution des dépenses publiques, depuis l'engagement jusqu'au paiement effectif ainsi que la production des balances générales du Trésor.

Ceci constitue à bien des égards une performance notable et inouïe dans la sous-région Ouest africaine.

TABLEAU n°1 RECAPITULATIF DES ACQUISITIONS PAR STRUCTURES POUR LA SOUS COMPOSANTE A1

Structures bénéficiaires	Ordinateurs de bureau et ordinateurs portables		Scanner	Imprimante	Équipement bureautique	Mobilier de bureau	Véhicules	Moto	Manuel de procédures	Voyage d'étude	Formation (nombre de personnes formées)
	Quantité	Montant (Mds)									
DGTCP	40	5	5	35	238	22	25	546	0	4	115
DB	20	5	15	2				42			
SIGFIP											
Cellule Informatique											
DF	20	5	5	12	67		110	2	1		100
Total Sous-composante	80	15	10	62	307	22	25	608	2	4	215

Plusieurs formations pour le renforcement des capacités

Relativement au renforcement des capacités du personnel des institutions bénéficiaires, six des huit formations prévues pour la DGTCP ont été effectuées. Plusieurs cadres ont effectué des voyages d'étude au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, notamment sur la production des comptes de gestion et la gestion de la trésorerie de l'Etat. Pour le compte de la Direction des Finances, un manuel de procédures administratives et de gestion des dépenses de fonctionnement du budget de l'Etat a été élaboré et l'ensemble du personnel a été formé à l'usage dudit manuel. En outre et afin de parfaire la pratique et d'harmoniser la présentation des comptes administratifs à l'échelle nationale, cent soixante-dix (170) acteurs chargés de la production des comptes des organismes publics ont été formés sur l'élaboration et la reddition du compte administratif des établissements publics et des collectivités territoriales.

Un accent particulier sur l'ancienne Direction Générale des Impôts et l'ancienne Direction Générale des Douanes

Concernant la sous composante A2, où il était prévu de renforcer les capacités de coordination et de mobilisation des ressources, il faut retenir que l'accent a été mis sur la Direction Générale des Impôts et la Direction générale des Douanes (actuel Commissariat des impôts et Commissariat des Douanes et Droits Indirects). Ces deux structures ont bénéficié de gros lots d'équipements informatiques et logiciels ainsi que de matériels et mobiliers de bureau. Les deux structures ont bénéficié de six (6) véhicules, à raison de deux (2) camions de transports des agents, de deux (2) véhicules doubles cabines pour la Direction Générale des Douanes et de deux (2) véhicules doubles cabines pour la Direction Générale des Impôts. En vue de lutter contre la fraude, la Direction Générale des Douanes a bénéficié de six (6) motos d'intervention sur pistes asphaltées et dix (10) motos d'intervention sur pistes difficiles. S'agissant de l'extension du logiciel SYDONIA aux autres bureaux de la douane, trois bureaux de douanes à savoir Kambolé, Natchamba et Kétau ont bénéficié de l'interconnexion.

Deux groupes électrogènes et des équipements de production d'énergie solaire ont été installés à Kambolé et Natchamba. Les équipements fournis ont permis de faire l'extension de SYDONIA dans trois autres bureaux de douane, à savoir Ségbé, Noépé, et Tohou.

S'agissant toujours de la Direction générale des Douanes, le matériel de transmission radio a été fourni et installé dans plusieurs directions régionales, bureaux, et postes de douanes sur toute l'étendue du territoire. Quant à la Direction Générale des Impôts, une étude diagnostique sur la mise en place d'un logiciel de gestion fiscale a été réalisée. Les recommandations de cette étude, notamment, la mise en œuvre de la première réforme relative à l'harmonisation du fichier d'immatriculation des contribuables, interviennent dans le cadre de l'Office Togolais des Recettes OTR, une réforme majeure mise en route avec rigueur et conviction par le Ministre Ayassor en vue d'accroître la mobilisation des recettes de l'Etat dans une fusion des deux régies (douane et impôts).

TABLEAU n° 2 RECAPITULATIF DES ACQUISITIONS POUR LA SOUS COMPOSANTE A2

Structures	Ordinateurs de bureau et ordinateurs portables		Imprimante	Mobilier de bureau	Équipement informatique	Véhicule	Moto	Manuel de procédures	Licence Windows serveur	Licence Kaspersky	Formation (nombre de personnes formées)
	Quantité	Montant (Mds)									
	30	3	22	30	114	34	4	16			1212
	30	50	35	180							144
	25	241	47						4	3	240
Total	135	304	104	210	114	34	4	16	4	3	1356

L'appui à l'Opérationnalisation de l'OTR

La migration de SYDONIA vers Sydonia World qui est l'un des premiers acquis de l'Office Togolais des Recettes (OTR) a été réalisé par le PARCI-2 à travers l'acquisition des serveurs, des licences Oracles et autres équipements informatiques. De même, et afin d'appuyer l'opérationnalisation de l'OTR, le PARCI2 a mis à la disposition de la nouvelle institution, des serveurs et un important lot d'équipements informatiques et logiciels (environ 300 ordinateurs et autres équipements informatiques).

Le Renforcement des structures de contrôle et d'audit

C'est la sous composante B1 du PARCI-2 qui prend en compte le renforcement des structures de contrôle et d'audit des finances publiques. Au titre des équipements informatiques et logiciels ainsi que du matériel et mobilier de bureau et des équipements bureautiques, l'ensemble des structures bénéficiaires de cette sous composante ont été pourvus d'importants lots d'équipements. De même, la Cour des Comptes (CC), l'Inspection Générale des Finances (IGF), l'Inspection Générale d'Etat (IGE), la Direction du Contrôle Financier (DCF), et la Direction du Financement et du Contrôle de l'Exécution du Plan (DFCEP) ont bénéficié chacune d'un véhicule 4 x 4 pour faciliter leurs missions de contrôle sur le terrain. De leur côté, la DCF et la DFCEP ont bénéficié respectivement de vingt-deux (22) et six(6) motos tout terrain. L'IGE quant à elle a été dotée d'un manuel de vérification et l'ensemble des inspecteurs et vérificateurs de cette institution ont été formés sur l'utilisation dudit manuel. De même, et pour le compte de la CC, il a été réalisé l'internalisation du Référentiel du manuel de procédure de l'UEMOA à l'usage des juridictions financières pour la CC du Togo.

Les magistrats de la Cour des Comptes ont aussi été formés en "Audit et certification des comptes publics" et en " Jugement des comptes publics ". S'agissant des formations, les structures mentionnées précédemment ont été formés dans plusieurs domaines, notamment, "Audit de performance", "Audit dans un environnement informatisé", "Audit des marchés publics" et " Lutte contre la fraude fiscale et douanière", entre autres, pour le renforcement de leur capacité opérationnelle. L'IGF et l'IGE, ont bénéficié au titre de 2011, 2012 et 2013 des lots d'ouvrages spécialisés afin de leur permettre de remplir leurs missions avec efficacité pour un meilleur rendement.

Enfin, 120 cadres de l'administration publique ont été formés sur la " tenue de la comptabilité des matières " afin de sécuriser les biens de l'Etat.

TABLEAU n°3 RECAPITULATIF DES ACQUISITIONS POUR LA SOUS COMPOSANTE B1

Structures bénéficiaires	Ordinateurs de bureau et ordinateurs portables		Scanner	Imprimante	Équipement bureautique	Mobilier de bureau	Véhicule	Moto	Manuel de procédures	Voyage d'étude	Formation (nombre de personnes formées)
	Quantité	Montant (Mds)									
DCF	20	4	2	22	31	104		1	20	1	153
CC	20	10	1	47	52	167		1	1	1	22
IGF	8	10	2	8	52	177					103
IGE	20	10	15	14	20				1	1	99
DFCEP	10	2	1	10	20	10		1	1	4	4
Total Sous-composante	78	36	6	102	169	318	1	2	5	24	477

Le soutien à la Modernisation du système de passation des marchés

L'équipe du ministre Ayassor chargée de l'exécution de PARCI-2 a réalisé les mêmes performances au niveau de la sous composante B2 relative au soutien à la modernisation du système de passation des marchés publics.

L'ensemble des structures bénéficiaires de cette sous-composante ont été pourvus d'importants lots facilitant ainsi leur condition de travail. On peut citer, entre autres : Des équipements informatiques et logiciels ainsi que du matériel et mobilier de bureau et des équipements bureautiques. Dans le cadre de l'assistance technique, un expert en passation des marchés publics a été mis à la disposition de la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics (DNCMP). Il a accompagné les deux nouvelles structures dans leur opérationnalisation sur plusieurs plans. En ce qui concerne les outils de travail, le projet a recruté un consultant qui a élaboré l'ensemble des dossiers types de passation des marchés publics qui sont désormais utilisés par tous les acteurs du système de passation des marchés publics. Ceux-ci ont été formés sur l'utilisation de ces dossiers types. C'est ainsi que plus de mille (1000) acteurs issus de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de la DNCMP ainsi que des autorités contractantes et du secteur privé ont été formés. Deux manuels de procédures administratives, techniques et comptables ont été mis à la disposition de l'ARMP et de la DNCMP. De même, un guide de l'acheteur public et un manuel d'application des dispositions du code des marchés publics ont été élaborés.

Parlant de la composante 3 relative à la gestion du projet et au titre des équipements informatiques et logiciels ainsi que du matériel et mobiliers de bureau et des équipements bureautiques, la CEP et le SP-PRPF ont reçu les lots prévus pour leur compte ainsi que le manuel de procédures administratives, comptables et financières. Un consultant chargé des acquisitions au sein de la CEP a été recruté. Ce dernier a exécuté son job avec efficacité et rigueur.

Pour le Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers (SP-PRPF) et la Direction du Budget (DB), un consultant individuel chargé de la formation des agents en CDMT et budgets programmes a été recruté. En outre, 7 cadres issus de la DFCEP du SP- PRPF ainsi que la CEP ont été formés sur le suivi d'exécution, évaluation des programmes et pro-

jets publics et système d'information du 1er au 19 avril 2013 par l'institut SETYM International à Abidjan. Un cadre de la DFCEP a été formé en Gestion des contrats et des décaissements : exécution des marchés par le même institut.

TABLEAU n°4 RECAPITULATIF DES ACQUISITIONS POUR LA SOUS COMPOSANTE B2

Structures bénéficiaires	Ordinateurs de bureau et ordinateurs portables		Scanner	Imprimante	Équipement bureautique	Mobilier de bureau	Véhicule	Moto	Manuel de procédures	Formation (nombre de personnes formées)
	Quantité	Montant (Mds)								
DNCMP	20	4	1	15	15	71		1	1	1
ARMP	10	2	2	10	14	61				3
CCMP	12			10	1	18				
Total Sous-composante	42	6	3	35	30	150	1	1	0	4

PARCI 2 et ITIE, une collaboration qui a conduit à la reconnaissance des efforts du Togo

Ce second volet de PARCI a également contribué au financement de plusieurs activités de l'ITIE-Togo relatives aux visites de sites miniers et voyage d'études dans les pays conformes ou ayant un processus plus avancé que celui du Togo aux ateliers de sensibilisations des populations des zones minières et des différents acteurs de l'ITIE ainsi qu'à la dissémination du premier rapport.

Grâce à l'appui du PARCI2, le Togo a été déclaré pays conforme aux normes et principes de l'ITIE lors de la Conférence internationale de l'ITIE tenue à Sydney en Australie les 22 et 23 mai 2013.

TABLEAU n°5 RECAPITULATIF DES ACQUISITIONS POUR LA COMPOSANTE 3

Structures bénéficiaires	Ordinateurs de bureau et ordinateurs portables		Scanner	Imprimante	Équipement bureautique	Mobilier de bureau	Véhicule	Manuel de procédures	Motos	Disques durs externes	Formation (nombre de personnes formées)
	Quantité	Montant (Mds)									
SP-PRPF	10			12	5	42					34
CEP	9	5	1	5	4	16		1	1	10	2
ITIE											2
Total Sous-composante	19	5	1	17	9	58	2	1	10	2	36

PARCI 2, Un Succès et une Efficacité qui inspirent d'éloquents témoignages

Somme toute, le projet d'Appui au Renforcement des Capacités Institutionnelles, PARCI-2, financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) a donné des résultats impressionnants et en même temps satisfaisants par sa mise en œuvre effective. Les taux d'exécution du projet parci2 du 30 septembre 2014 se dégageant comme suit : Taux d'exécution physique 98,33%, Taux de décaissement 87,66%, Taux d'exécution financière 84,43%. Toutes ces prouesses sont à mettre à l'actif du Ministre de l'économie et des Finances ADJI AYASSOR qui, par son savoir-faire et surtout sa rigueur a permis de parvenir aux résultats escomptés comblant donc les attentes du gouvernement et de ses partenaires en matière de l'assainissement des finances publiques. Nous en voulant pour preuve les témoignages de certains bénéficiaires du projet.

" Il faut dire que PARCI2 nous a apporté un grand soulagement, nous ne demandons que ça, qu'on nous encourage, et qu'on mette les moyens à notre disposition ", a déclaré Yao Blédjé inspecteur à l'IGE. b) Hier c'était des formations en série, des équipements informatiques, et bureautique, la documentation spécialisée et aujourd'hui c'est un véhicule qui permettra à l'IGF de mieux assumer sa mission de contrôle "se réjouit M. Djimba N. IBRAHIMA, Directeur de l'Inspection Générale des Finances (IGF) par intérim.

" L'élaboration des dossiers types de passation des marchés publics a nécessité le recrutement d'un consultant international, grâce au concours de nos partenaires techniques et financiers. C'est le lieu donc de remercier PARCI2 et partant la BAD, dont le soutien financier et matériel a permis la réalisation de ces dossiers types. Nous sommes convaincus, que le maintien de cet accompagnement permettra dans le futur, de franchir d'autres paliers dans notre quête de bonnes pratiques ".reconnait M. René KAPOU Directeur de l'ARMP.

Face aux grands efforts déployés dans la conduite de ce projet, l'enjeu réside désormais dans la bonne gestion par tous les bénéficiaires du projet PARCI2 du matériel reçu et des connaissances acquises lors de différentes formations. Des attitudes qui peuvent encourager les partenaires en développement et surtout la BAD à toujours accompagner le Togo dans sa quête de développement. Malgré les résultats encourageants de ce projet, le Togo reste encore fragile sur le plan économique, comme bon nombre de pays africains. Ce constat, cependant, ne nous écarte pas de la solide conviction que la bonne gouvernance sous le Président Faure Gnassingbé est une réalité de plus en plus tangible. Cette bataille acharnée qui n'est qu'à ses premières victoires est portée par des personnalités de trempe et de l'expérience du ministre Ayassor. L'homme qui jouit d'une confiance absolue du Chef de l'Etat rassure chaque jour, par ses œuvres, ses compatriotes qu'il est l'homme qu'il fallait à la place qu'il occupe. Ses collaborateurs sur le projet PARCI disent de lui qu'il est un bon meneur d'hommes et un fanatique des résultats...

Démonstration de popularité du week-end dernier :

Les ODDH et les partisans du Cap 2015 dans les rues de Lomé

Des dizaines de milliers de militants derrière UNIR dans la savane

La marche vers le scrutin présidentiel de 2015 qui intéresse et agite toute la classe politique au Togo n'a pas encore fini de poser ses jalons. Les semaines écoulées, se fut des marches parallèles qui ont secoué les artères de la Capitale, Lomé. Le Cap 2015 et ses hommes sur sa route, et les associations affiliées à UNIR sur la leur. Si la marche des artisans du cap 2015 s'est terminée à coups de gaz à cause de l'entêtement des premiers responsables à vouloir ramer contre les orientations de l'autorité, il faut relever que celle des partisans de l'UNIR elle autre a connu une chute paisible avec d'importants messages respectivement lus par M. Noël De Poukn et Madame Kayi Lawson.

L'expérience de ces deux marches révèlent que Lomé la Capitale n'est la propriété exclusive d'aucun regroupement politique encore moins d'une organisation de la société civile. Le Togo appartient à tous les Togolais aussi bien que ces rues.

Vendredi passé les ODDH en marge des politiques ont aussi



voulu marquer leur position à travers une marche toujours à Lomé. Le Cap 2015 qui se retrouve dans les grands mobiles de cette marche ne s'est pas fait prier pour s'inviter. Les réformes qui sont au centre de ces manifestations sont voulus par tous les Togolais mais leur revendications ne doivent pas faire perdre de vue que le Togo ira aux urnes en mars 2015. Cet aspect a été bien cerné par les militants de l'UNIR

qui estime que le pays ne se limite pas qu'à Lomé. Ils ont voulu le weekend dernier tourner la canne du revers.

Dapaong, Chef lieu de la région de la savane a été retenu pour contenir la marrée humaine de cette zone du pays qui dit oui à la vision du Chef de l'Etat et des actions de son gouvernement. Bien vu et bien mérité cette délocalisation de démonstration par les militants UNIR car, le Togo

compte 5 régions économiques avec des populations sur lesquelles chaque politique doit pouvoir compter pour une quelconque victoire à la présidentielle. Ceux qui se limitent dans leur pensée à ne jouer leur carte qu'en prenant en compte Lomé, doivent comprendre que d'énormes surprises pourraient les attendre.

L'opposition dans son ensemble a toujours managé de la sorte. Tout pour Lomé et rien pour le

reste du territoire, pendant que le pouvoir en place se déploie partout. Les mêmes pratiques reviennent et les conséquences risquent d'être les mêmes. Seulement que les candidats à la présidence de Lomé, ne jouent pas aux victimes lorsque les voix de ceux qu'ils négligent aujourd'hui joueront contre eux le moment venu.

La mobilisation de Dapaong reste une illustration qui témoigne que le Parti au pouvoir est bel et bien présent dans tous les compartiments du pays. Elle est une preuve aussi que le parti de Faure veut bien prendre au sérieux ses faiblesses lors des dernières législatives. UNIR a en effet perdu 02 sièges dans les savanes et en revenant tôt vers les populations, elle pourrait ajuster les manquements pour rallier à sa cause, la tranche de la population qui n'avait pas voté pour lui.

De sources proches du parti, il se dit que la même mobilisation se fera dans les autres régions notamment Kara, Centrale, Plateaux et Maritime.

Tchagnao

Après les manifestations de rues du 21 novembre :

Le MJPG dénonce certaines dérives de l'opposition qui selon lui entrave la bonne marche démocratique

Les manifestations opposées du 21 novembre dernier par l'opposition d'une part et par la Majorité Silencieuse d'autre restent encore un sujet d'actualité dans notre pays. Le MJPG encore appelé Majorité Silencieuse qui avait annoncé sa seconde sortie pour le 28 novembre dernier n'a pas pu le faire pour des raisons de responsabilité : ne pas toujours occuper les rues alors que le concept de développement reste une affaire de tous les togolais.

Le MJPG a donc organisé une conférence de presse vendredi à son siège à Lomé pour faire le point sur les deux marches opposées du vendredi 21 novembre 2015. Selon ce mouvement de jeunes, la journée du 21 novembre a enregistré des remous sociaux et donné des sueurs froides à certains togolais. La marche des deux blocs s'explique par leur attachement aux principes qui fondent la démocratie, mais les approches n'étaient pas les mêmes.

Tandis que la mouvance présidentielle clamait son attachement au respect des institutions et de la légalité constitutionnelle et institutionnelle, l'opposition pour sa part exigeait des réformes constitutionnelles et institutionnelles, avant les élections que le calendrier constitu-

tionnel a d'ores et déjà fixées pour le mois de mars 2015.

" C'est donc sans aucun étonnement que nous avons assisté aux scènes de violence et d'insubordination à l'autorité publique de la part de frères d'en face, qui avaient voulu en réalité saisir cette opportunité pour essayer de transposer à Lomé, des événements récents survenus à Ouagadougou ", s'écrit le MJPG.

Ce que déplore encore ce mouvement de jeunes c'est que les contextes ne sont pas les mêmes pour les deux pays. Pour la majorité silencieuse, la dernière marche de l'opposition visait délibérément à porter atteinte aux lois républicaines et aux valeurs fondatrices de la démocratie. La marche de la majorité silencieuse n'est donc que la réplique à l'opposition qui a décidé d'occuper les rues pour essayer de renverser un régime constitutionnel. Réplique pour signifier à l'opposition d'une part qu'une telle marche était nuisible à la paix sociale et à la stabilité politique, et d'autre part, qu'elle était réellement minoritaire et ne pouvait prétendre agir au nom de la majorité des Togolais.

En rappel dans le souci de favoriser la liberté d'expression et préserver l'ordre sociale, l'autorité

publique avait fait appel aux deux parties pour qu'elles modifient toutes les deux itinéraires de leurs marches afin que l'une et l'autre renonce à considérer le palais de Congrès comme point de chute.

Attaché au respect des lois et soumis à l'autorité publique le MJPG avait changé l'itinéraire de sa marche en acceptant d'être redirigé vers la place : " nous pensions à raison que, dans un pays démocratique, une manifestation ne devrait avoir pour seul objectif que de prendre l'opinion publique nationale à témoins d'une situation d'irrégularité. En conséquence, le point de chute d'une marche ne pouvait donc pas, à notre sens nécessiter l'engagement des rapports de force avec l'autorité. Du moins dans le cadre et dans l'esprit d'une marche pacifique " a déclaré la majorité silencieuse qui ajoute que du côté de l'opposition l'on avait décidé envers et contre tout de maintenir le Palais des Congrès comme point de chute de la marche. " Ils ne voulaient pas en démordre. Et comme ils se croyaient au dessus des lois républicaines et plus légitimes que l'autorité publique, celle-ci devrait simplement céder à leur exigence et se soumettre à leur volonté ou réprimer. C'était leur souhait pour

montrer au monde entier que la démocratie était en péril au Togo ". Poursuit la déclaration du mouvement. La majorité silencieuse estime que les politiciens de l'opposition espéraient de toute leur force que dans l'inévitable affrontement avec les forces de l'ordre ils pourraient disposer de deux ou trois cadavres de jeunes qu'ils poussent dans les rues pour ameuter la communauté internationale.

La réaction de Faure Gnassingbé

Faisant preuve d'une magnanimité, le Chef de l'Etat a bien voulu recevoir les acteurs de l'opposition pour les écouter et faire baisser la tension politique préjudiciable à l'organisation d'élection libre, crédible et transparente. Il est convenu que la proposition de loi introduite à l'Assemblée Nationale y soit examinée et votée dans le cadre constitutionnel. C'est dire que si les dispositions proposées favori-

sent un large consensus, il n'y a aucune raison qu'il en soit autrement. Parce que des réformes, tout le monde en veut à condition qu'elles ne débouchent par sur le vote d'une loi sélective.

Le fait de paraphraser le Président Américain sur la force et le dynamisme des institutions en Afrique est une bonne chose. Mais il faut bien en comprendre le fond. Comment veut-on que le Chef de l'Etat brime la force d'une assemblée nationale qui est une institution investie de pouvoirs légaux en imposant qu'une loi soit votée en défaveur du peuple qu'elle (Assemblée Nationale) représente. En ce moment là, le parlement n'est plus une institution qui dispose de ses forces et qui peut agir en faveur de l'intérêt national. On retourne donc à la case départ, c'est-à-dire à la période dictatoriale où le Chef de l'Etat use de son pouvoir et agit comme il veut.

POULI

POUR VOS ANNONCES,
PUBLICITÉS ET
PUBLI-REPORTAGES
APPELEZ LE 91 36 37 55

Redynamisation du secteur privé togolais

U35 annonce les couleurs de la conférence nationale sur les PME/PMI

Pour impulser une nouvelle dynamique au secteur privé togolais, l'Union des Petites et Moyennes Entreprises et Industries du Togo dénommée U35 a organisé une rencontre avec la presse le lundi 24 novembre dernier dans la salle de réunion de la maison de la presse. C'était une occasion pour le Président BILANTE Kondo, DG de l'entreprise TOP2S spécialisée dans les BTP, forage, assainissement et prestations de services, de donner plus de précision sur l'organisation de la Conférence nationale sur les PME/PMI du Togo qui se tiendra à Lomé les 8 et 9 décembre prochain.

Après sa tournée nationale d'information et de sensibilisation à l'endroit des PME /PMI de l'intérieur du pays, l'objectif recherché par l'U35 est de conscientiser tous les promoteurs du secteur privé à se prendre en charge pour construire leur propre destinée à travers la mutualisation des efforts.

Aujourd'hui les PME/PMI sont confrontées à d'énormes problèmes comme le manque d'information, l'inexistence d'un cadre fusionnel local pour les enregistrements des compétences sur le plan local, le problème de l'accès aux crédits bancaires, les difficultés d'accès à la concurrence publique, l'inadéquation des formations et recyclage local aux véritables besoins.

Pour remédier à tous ces maux qui minent le secteur privé au Togo "une formule adaptée doit être recherchée ensemble par les PME/PMI, ceci dans une action commune" a déclaré le président de l'U35.

A cet effet des thématiques bien choisies et précises ont été remises pour réflexion à chaque région et feront l'objet de restitution et débats en commission lors de la Conférence nationale sur les PME/PMI du Togo.

On peut citer notamment "les difficultés d'accès des PME/PMI aux crédits bancaires" qui a été



Bilanté Kondo, président U35

confiée à la région du grand Lomé, "les refus des multinationales de sous-traiter avec les PME/PMI locales ou d'employer les ouvriers locaux confiée" à la région des plateaux et "les dysfonctionnements dans les contrôles des prix et qualité des matériaux attribuée" à la région centrale. Aussi plusieurs communications sur des thématiques pointues seront données par des experts

de classe mondiale.

Il s'agira, entre autres, des thématiques comme "la genèse du secteur privé en Afrique subsaharienne : pays anglophones et francophones, exemple du Togo" ; "place et rôle des PME/PMI dans l'économie togolaise : attentes des pouvoirs publics, populations et institutions" ; "quel système de développement pour l'épanouissement des PME/PMI au

Togo ? Cadre institutionnel et juridique des PME/PMI au Togo : forces et faiblesses" ; "quels mécanismes mettre en place pour améliorer le climat des affaires" ; "accès des PME aux marchés publics : problématique de la compétitivité des entreprises" et enfin "finance publiques-investissements-PME". L'U35 entend créer un fonds mixte d'épargnes et de garanties qui sera logé dans une banque de la place. Ce fonds leur permettra d'échanger directement avec les institutions financières.

A travers cette méthodologie, le président de l'U35 trouve que c'est un processus qui déclenchera dans les jours à venir une stratégie de plaidoyer efficace vers les décideurs, les partenaires en développement, les institutions financières et la société civile sur les sujets d'intérêts communs afin d'obtenir le maximum d'avantages possible pour tous.

Kodjovi

Le rapport 2014 de la CNUCED recommande aux PMA d'opter pour la transformation des matières premières

L'échec de la plupart des Pays les moins avancés (PMA) dans la réalisation de la plupart des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) malgré une croissance économique record depuis 2000, s'explique par le fait que la croissance économique de ces pays n'a pas été accompagnée par la transformation structurelle de leur économie nécessaire pour accroître la productivité du travail et créer des emplois de haute qualité.

Aussi, la communauté internationale n'a-t-elle pas mis en œuvre le partenariat mondial pour le développement prévu dans l'OMD 8.

Telles sont les deux (2) raisons qui justifient le paradoxe des PMA, selon le rapport 2014 de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le dévelop-



Khardiata Lo N'diaye, le rapport en main

pement (CNUCED), dénommé "croissance et transformation structurelle : un programme de développement pour l'après 2015".

Il a été lancé jeudi par le ministre de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques, Prof Kako Nubukpo,

en présence de tous les acteurs de développement, principalement la Coordinatrice des Nations Unies au Togo (SNU-Togo) Khardiata Lo N'diaye.

"Le rapport de cette année est particulièrement important parce qu'il fait le lien entre ce qui a été fait dans le cadre des OMD et ce qui pourrait être fait pour ce qui concerne les PMA dans la perspective de l'après 2015. Il ouvre des pistes et fait des propositions qui ont toutes pour point commun, la transformation", a expliqué Mme Lo N'diaye.

Et pour que cela soit possible, il y a des préalables, en particulier

l'augmentation de la productivité des facteurs travail et capital, la capacité d'avoir un système financier qui accepte de financer les économies, de faire des sauts qualitatifs en matière de compétitivité prix et hors prix des économies et le courage politique de mettre en place des barrières douanières qui peuvent permettre de protéger les industries naissantes, a explicité le ministre.

"Rapporté au Togo, tous ces éléments nous montrent la voie balisée à deux niveaux, à court terme, notre Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) et à long terme la vision 2030 que nous sommes en train d'élaborer", a-t-il ajouté.

Ainsi, la vision Togo 2030 doit s'articuler avec l'agenda international du développement, en particulier, les Objectifs du développement durable (agenda post 2015).

48 pays sont classés par l'Organisation des Nations Unies (ONU) sous la dénomination PMA, ce qui leur donne le droit à diverses concessions parmi lesquelles un accès préférentiel au marché et à une croissance technique spéciale.

L'Afrique compte 34 PMA dont le Togo.

Source : | AfreePress

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAVée prolongé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication:

TCHAGNAO Arimiyao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao
El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Pierre Pouli

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.000 exemplaires

**Lisez chaque Lundi
votre journal
Nouvelle Opinion
Pour toute publicité,
contactez
le 91 36 37 55**

Les acteurs politiques du Togo accueillent un nouveau né :

Tikpi ATCHADAM lance le Parti National Panafricain

La marche vers la démocratie au Togo commence par atteindre son summum, tant la multiplicité des partis politiques est devenue une réalité. Il n'est jamais de trop que d'autres formations naissent, histoire d'agrandir et de dimensionner le combat à tous les niveaux.

Hier ce fut le Parti des Togolais d'Alberto l'autre Olympio qui s'invitait dans l'arène politique. Aujourd'hui c'est le PNP de Tikpi Atchadam, un fils de Tchaoudjo qui fait son entrée dans le combat avec pour emblème, l'animal par essence de guerre, le Cheval.

En effet l'atmosphère politique au Togo est entièrement polluée surtout dans le camp de l'opposition où de fortes divisions ébranlent.

Le Parti National Panafricain (PNP) est un parti politique républicain. Il est créé le 19 avril 2014 suite à la convergence d'idées des Togolais épris des

idéaux de la démocratie et de l'Etat de droit pour un développement économique et social durable pour tous. Son siège se trouve à Agoè-Nyivé non loin du stade. Le parti a pour vocation comme tout autre parti, de conquérir le pouvoir par le suffrage universel et de l'exercer dans le respect des valeurs de la République, des principes consacrés par la constitution, tout en plaçant l'éthique et la vertu au cœur de l'action politique. L'emblème du parti, le cheval, noble compagnon de l'homme, monture par excellence symbolisant la force, la courtoisie, l'élégance, la sensibilité et la protection, mais aussi et surtout, un moyen de déplacement, de défense du territoire et de conquête de la liberté, mieux, un animal de parade.

Le PNP entend contribuer à très court terme à l'alternance au Togo car " c'est l'urgence du



La table d'honneur lors de la rencontre de presse

moment " selon le président national M. ATCHADAM Tikpi, atteste que son parti entend inverser les rapports de force en faveur des forces démocratiques (forces de l'alternance), ceci pour le bonheur

de tous les togolais.

Une fois cette alternance acquise, M. Atchadam pense ouvrir à moyen terme une transition devant déboucher sur une démocratisation intégrale de la

vie publique dans le pays, transition qui se fera dans un climat d'apaisement général et durable.

Le président national affirme en outre que le Togo ne doit pas être le maillon faible de la sous-région face à la dérive monarchiste qu'on veut instaurer. C'est pourquoi il lance un appel pressant aux autres acteurs politiques de l'opposition à en faire un point important dans leur combat pour qu'ensemble ils puissent conclure cette lutte déjà amorcée par ses aînés ; la lutte pour les réformes institutionnelles et constitutionnelles.

Dans son agenda, le PNP compte plusieurs activités dont une grande tournée d'information et de sensibilisation pour expliquer son projet de société dans les cinq régions du pays.

Plusieurs dignitaires de l'opposition ont pris part à la cérémonie de lancement officiel du Parti le 29 novembre dernier à l'hôtel Eda-Oba. Maître AGBOYIBO qui était également présent n'a pas manqué de s'exprimer en ces mots : " une chose est d'avoir créé un parti politique mais l'autre chose la plus importante, est d'avoir de très bonnes stratégies pour espérer conquérir un jour le pouvoir ".

exception dans un monde où une frange de la population obligerait le Chef de l'Etat à ne pas se conformer aux dispositions constitutionnelles. Ce devrait être monstrueux que Faure déclara : " En aucun cas je ne saurais respecter la constitution de mon pays". En tout état de cause, aucun Président dans un pays démocratique ne peut se mettre au-dessus de la loi pour s'imposer aux députés et leur dicter ses desideratas. Faure Gnassingbé s'est dit prêt à respecter la constitution dans tous les schémas qui s'offrent au cas de son pays. Que ceux qui ont les pouvoirs de faire évoluer les choses s'activent.

El Hadj Arimiyao

Junior AGBEKPONOU

Polémique autour des propos du Président :

L'opposition doit cesser de distraire et jouer sa partition à l'Assemblée

"Dans tous les cas de figure, la constitution sera respectée". Voici enfin les propos du Président Faure qui suscitent la grande polémique au Togo. Médias internationaux, partis politiques et organisations de la société civile, chacun à sa manière s'est jeté dans la danse allant de commentaire en commentaire qui ne cadre pas forcément avec les intentions du Président.

D'aucuns sont allés jusqu'à conclure que : "Faure est contre les réformes constitutionnelles prévues par l'APG" ; conclusion trop vite trouvée et bizarrement commentée par de grands juristes. Il y a nécessité de dépassionner le débat aujourd'hui car la mauvaise interprétation des propos du Chef de l'Etat provient du fait que les questions de réformes constitutionnelles institutionnelles et électorales ont créé une forte tension au sein de la classe politique depuis des années. Ce qui fait qu'à tort ou à raison et la passion aidant, des analystes crient au diable sans vouloir analyser à fond l'esprit dans lequel le Président a parlé.

Par rapport justement à ces réformes, un projet de loi a été déposé sur le bureau du parlement. Le Chef de l'Etat Faure a parlé en tenant compte de toutes les situations qui pourraient en découler.



Le Président Faure Gnassingbé

La logique du Président est claire. Les réformes sur la base de ce projet de loi peuvent être opérées pourvu qu'il y ait consensus entre les députés. Si ce consensus se révèle et que la constitution est modifiée telle que le souhaitent tous les Togolais, le Président se dit prêt à la respecter en tant que légaliste. Autrement, les propos de Faure sont une invite aux différentes parties prenantes au dialogue à mener les discussions dans un esprit de consensus afin que sorte

des débats à l'Assemblée Nationale un texte constitutionnel qui reflète l'aspiration de tous et qu'il s'engage à respecter.

Conclure systématiquement que le Chef de l'Etat ne voudrait pas des réformes demeure une erreur manifeste d'interprétation qui tend à bouleverser les procédures constitutionnelles traditionnelles en voulant amener un Président à prendre une décision politique qui foule aux pieds les dispositions de la loi fondamentale. Le Togo ne doit pas être une

luer les choses s'activent.

**Lisez chaque Lundi
votre journal
Nouvelle Opinion
Pour toute publicité,
contactez
le 91 36 37 55**

Gilchrist Olympio sur la question des réformes au Togo:

" Ces réformes peuvent intervenir avant, pendant ou après les élections "

Le président national de l'Union des Forces de Changement (UFC), Gilchrist Olympio était à Accra au Ghana aux côtés du Chef de l'Etat qui a effectué une visite de travail de trois jours. Au cours de ce voyage, Faure Gnassingbé s'est prononcé sur plusieurs sujets liés aux projets de développement entre les deux pays et à la situation politique interne au Togo. Il a particulièrement apprécié la présence de son compatriote Gilchrist Olympio.

" Je pense que sa présence ici est l'un des symboles de la réconciliation qui est en cours au Togo. Mais cette réconciliation et ce symbole ont une racine, une fondation qui est le progrès démocratique, le progrès dans la construction et la consolidation d'un Etat de droit. C'est aussi cet état de fait qui nous a permis d'aller vers la normalisation de nos relations avec le Ghana parce que nous partageons les mêmes principes de démocratie et de liberté avec ce pays ", a-t-il laissé entendre.

Interrogé sur sa candidature à la prochaine élection présidentielle, Faure Gnassingbé a préféré réserver la surprise à ses " compatriotes " togolais. L'Agence de presse Afreepress en marge de cette tournée, a tendu son micro au président national de l'UFC qui est revenu sur les sujets au cœur de l'actualité au Togo.

Lire l'intégralité de l'entretien!



Gilchrist Olympio, président de l'UFC

On vous a vu accompagné le Chef de l'Etat au cours de sa tournée au Ghana. On vous a vu très actif dans la délégation togolaise. Peut-on dire que les années de frictions et de malentendus entre l'UFC et le parti au pouvoir sont loin derrière ?

Je ne dirai pas qu'il n'y a pas de frictions. Il y a des frictions mais notre rôle en tant que parti politique c'est d'éliminer, pas complètement mais de les adoucir les frictions qui arrivent encore dans notre pays.

Ce n'est pas notre intérêt de créer des problèmes parce qu'il faut en créer, de créer des difficultés parce que nous sommes des partis politiques de l'opposition. Cet que nous voulons, c'est de regrouper le maximum d'opinion dans notre pays pour qu'on puisse participer à sa reconstruction. C'est l'avenir qui compte pour nous et nous ne voulons pas tout le

temps regarder dans le rétroviseur.

En prenant part à cette rencontre, qu'apportez-vous de concret aux projets de développement entre les deux pays ?

D'abord il y a la paix au Togo, une paix générale, les gens sont libres il y a au moins une vingtaine de journaux, de radios, de télévisions dans le pays. C'est déjà un grand pas en avant.

Ensuite nous avons beaucoup de projets en cours. Je soutiens à 100% le projet de la Volta qui va permettre de canaliser l'eau pure de la Volta vers le Togo. Nous avons plusieurs autres projets sur lesquels je travaille, notamment celui de la vallée de l'Oti dans le nord du Togo pour l'aménagement de l'Oti et en même temps y créer un complexe sucrier. Dans ce domaine je crois que nous sommes légèrement en avance sur le

Ghana parce que le nôtre sera prêt avant celui du Ghana.

Dites-nous si l'UFC sera candidat aux prochaines élections et surtout et comment appréciez-vous l'actuel débat autour de la question des réformes.

Je pense que notre parti UFC sera présent au prochain scrutin. Il n'y a pas de doute là-dessus. Mais la manière dont nous allons

participer à ce scrutin reste une affaire du congrès du parti. Ce congrès se tiendra d'ici quelques mois et nous allons prendre certaines décisions.

Pour ce qui concerne les réformes constitutionnelles et institutionnelles, je peux dire tout de suite que c'est la politique fondamentale de notre parti et nous sommes en discussion avec le Président Faure sur la question. Donc nous devons voir les modalités pour les appliquer afin de ne pas disloquer complètement notre pays. Nous travaillons là-dessus dans une atmosphère d'optimisme.

Ces réformes peuvent intervenir avant, pendant ou après les élections.

Qu'est-ce que vous avez à dire sur la crise du Burkina Faso ?

Sur la crise au Burkina je suis, un peu triste. Je ne connais pas

très bien la politique interne de ce pays mais je sais que pendant les moments difficiles au Togo, le président Blaise Compaoré a déployé beaucoup d'effort pour nous aider à sortir de notre crise. C'est comme cela j'ai fait sa connaissance.

Je crois qu'une certaine solution a été apportée par les Burkinabè à leur problème. De notre côté aussi, nous devons apporter nos solutions à nos problèmes. Pas nécessairement les importer soit du Burkina, de la Tunisie, de l'Egypte ou on parle du printemps arabe.

Je ne conçois pas, je n'adhère pas à cette façon de raisonner. Nous avons nos problèmes et nous devons nous asseoir pour les résoudre nous-mêmes et je crois que c'est ce qui est en cours.

Source : Afreepress

Sommet de la francophonie à Dakar : Faure Essozimna Gnassingbé chaleureusement accueilli par les Togolais résidents au Sénégal

Une trentaine de présidents, dont celui du Togo, et une dizaine de chefs de gouvernement ont pris part samedi et dimanche à Dakar au sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Un sommet placé cette année sous le thème "Femmes et jeunes en francophonie, vecteurs de paix, acteurs de développement".

La réunion s'est ouverte dans un contexte marqué par le développement du virus Ebola en Afrique de l'Ouest et par la menace terroriste au Mali, en Centrafrique et au Nigeria.

La conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) a adopté un projet de résolution sur l'épidémie Ebola qui sera soumis aux chefs d'Etat et de gouvernement. Le document reprend en gran-



Les Présidents Macky Sall (g) et Faure Gnassingbé (dt)

de partie les recommandations formulées par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

" Il faut que toutes les liaisons aériennes soient rouvertes et nous sommes opposés à la fermeture des frontières terrestres ; nous demandons plutôt le renforcement des mesures sanitaires aux frontières, afin de laisser les populations circuler librement dans l'espace francophone ", a annoncé Robert Dussey, le ministre togolais des Affaires étrangères.

Faure Gnassingbé, coordinateur de la CEDEAO pour la riposte contre Ebola, arrivé samedi matin à Dakar, s'est entretenu avec plusieurs responsables occidentaux afin d'évoquer la façon dont les pays riches pourraient renforcer leur aide financière et médicale et comment aider les Etats épargnés à renforcer leur dispositif de prévention.

Sur le plan politique, le sommet a appelé au dialogue dans les pays en crise (Burkina, Centrafrique, Mali), et à l'intensification de la lutte contre le terrorisme.

Nouvelle Opinion



Les Togolais de Dakar ovationnant le président Faure Gnassingbé

COMMUNIQUE

Togotelecom

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'A PARTIR DE CE JOUR, LES ESPACES TELECOM PORT, ASSIVITO, AGOE ET KARA RESTENT OUVERTS A LA CLIENTELE DE 12H A 14H 30MN DU LUNDI AU VENDREDI ET DE 08H A 13H LES SAMEDIS.

TOGO TELECOM REMERCIE SON AIMABLE CLIENTELE POUR SA DISPONIBILITE ET SA CONFIANCE.

LA DIRECTION GENERALE

Journée mondiale de lutte contre le Sida au Togo :

Sokodé, ville hôte pour "zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination et zéro décès"

Depuis trente ans l'infection par le VIH constitue un problème majeur de santé publique au Togo comme dans la majorité des pays en Afrique subsaharienne. Les autorités togolaises au plus haut niveau de l'Etat ont pris la mesure du problème en mettant en place un cadre multisectoriel pour mobiliser tous les secteurs de la société contre cette épidémie.

La 27ème journée mondiale de lutte contre le Sida qui démarre aujourd'hui à Sokodé a pour thème " Zéro discrimination, Excluons le VIH, mais pas les Personnes Vivant avec le VIH ". C'est un temps fort et une occasion de mobilisation et d'engagement pour agir en faveur de la prévention et de la prise en charge globale. L'ONUSIDA en collaboration avec le Conseil National de Lutte contre le Sida et les Infections Sexuellement



Prof Vicnet Pitché, coordonnateur CNLS

Transmissibles (CNLS-IST) veut rappeler qu'à travers cette journée que l'effort de prévention doit être pérennisé et renforcé.

Cette 27ème édition vise à promouvoir les progrès mondiaux dans l'atteinte des objectifs d'accès universel à la prévention, au

traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH fixés par les pays. Pour cette année 2014, la campagne de dépistage est strictement régionale et se déroulera jusqu'au 6 décembre 2014 dans la région centrale. Elle aura pour but de contribuer au renforce-

ment des actions de prévention de la transmission du VIH auprès des populations à travers des conseils suivis de dépistage du VIH.

Les objectifs spécifiques de cette campagne sont entre autres, d'assurer le conseil et dépistage de 3000 personnes au cours de la semaine d'activités, d'assurer la distribution d'au moins 60000 préservatifs masculins et 60000 préservatifs féminin, d'assurer aussi la promotion des comportements à faible risque auprès de 15000 jeunes à travers la communication interpersonnelle, et d'assurer enfin la continuité de la prise en charge médicale et psycho sociale de 100% des personnes séropositives.

Le Coordinateur National du Secrétariat Permanent de lutte contre le Sida Vincent PITCHE, a dans ses propos rappelé que dans la vision 2020 de la poli-

tique nationale de lutte contre le Sida, le gouvernement ambitionne d'avoir une génération sans Sida à moyen terme au Togo. Cela suppose un certain nombre d'actions à mener.

Il s'agit notamment d'intensifier la prévention chez les jeunes et les femmes, de mobiliser les ressources afin d'accélérer la mise sous traitement Anti Retro Viraux(ARV) de la majorité des Personnes Vivants avec le VIH(PVVIH) au Togo et de lutter contre la stigmatisation. Dans cette même logique, il s'est félicité de l'organisation de la riposte nationale au VIH au Togo. Il a relevé que certes des efforts sont faits au plan mondial dans la riposte contre le VIH. Mais la tranche la plus touchée reste celle de 15 à 24 ans. D'où la nécessité d'un engagement plus accru de tous les acteurs.

JUNIOR

Ebola : L'OMS a dressé son bilan samedi dernier

L'OMS a dressé samedi un bilan alarmant du nombre de victime du virus Ebola portant estimant qu'environ 1 200 personnes sont mortes depuis mercredi. Près de 7 000 personnes sont mortes depuis le début de l'épidémie.

le monde", déplorent une vingtaine d'artistes d'Afrique de l'Ouest, dont les chanteurs maliens Amadou et Mariam ou le Sénégalais Ismaël Lô dans une lettre adressée cette semaine aux dirigeants francophones.

L'organisation mondiale de la santé estime que 6 928 personnes sont décédées, principalement au Sierra Leone, Guinée Conakry et Liberia, les trois pays les plus touchés par l'épidémie.



Une victime de plus du virus Ebola

Le nouveau bilan porte à 16 169 cas de personnes infectées par le virus. Le précédent bilan publié mercredi pour ces trois pays, établi par l'OMS, faisait état de 5 674 morts, mais le nouveau bilan pourrait inclure des cas mortels non signalés.

La pression des ONG et de la société civile s'intensifie sur les pays francophones les plus développés, à l'occasion du sommet de Dakar, pour les pousser à s'engager résolument contre l'épidémie d'Ebola qui a tué près de 7.000 personnes en Afrique de l'Ouest.

"Jusqu'ici, l'Organisation de la Francophonie qui regroupe 77 pays membres n'a pas été très entendue sur cette crise sanitaire et humanitaire qui affecte la deuxième région où la langue française est la plus parlée dans

"Jusqu'à aujourd'hui, la Francophonie a été peu audible" sur cette crise, a estimé pour sa part le directeur régional de Save The Children, Eric Hazard, lors d'une table ronde d'ONG internationales à Dakar.

Hier, le président français François Hollande, en visite à Conakry, Hollande a invité les pays concernés par l'épidémie ne pas relâcher la pression dans la lutte contre le virus Ebola.

Ce nouveau bilan intervient alors que le gouvernement malien a annoncé vendredi 28 novembre qu'une personne atteinte de la fièvre Ebola avait été traitée avec succès sur son sol. Il s'agit du premier cas de guérison au Mali où un autre cas confirmé est encore en cours de traitement.

Avec AFP

Alerte Virus Ebola

EBOLA : EVITONS TOUS LA PROPAGATION DU VIRUS!

Le virus Ebola, maladie virale hautement contagieuse et très mortelle, sévit depuis quelques mois dans la sous-région ouest africaine. L'Organisation Mondiale de la Santé, OMS, vient de décréter l'épidémie comme une « urgence de santé publique de portée mondiale ».

Cela indique donc qu'une mobilisation générale doit être engagée par tous pour éviter la propagation du virus.

Signalons au Centre de Santé le plus proche, aux numéros d'urgences habituels et au **numéro vert 111**, tout cas suspect présentant l'un des signes cliniques accompagnant une forte fièvre suivants :

- diarrhée sanglante
- selles noires
- saignement du nez, de la peau, des gencives ou à tout autre endroit du corps
- sang dans les urines
- crachats contenant des traces de sang
- sang dans les vomissements.

Evitons la contagion de la maladie en observant le respect scrupuleux des règles élémentaires de prévention suivantes :

- éviter tout contact direct avec les personnes malades ou mortes de la maladie
- éviter de manipuler du sang, des sécrétions, des organes ou des liquides biologiques d'animaux ou de personnes infectés,
- ne pas manipuler les gibiers tels que les agoutis, les rats, les souris, les porcs épics, les lièvres, les antilopes, les chauves-souris, les chimpanzés, les gorilles (vivants ou morts).

Evitons tous la propagation du virus d'Ebola !

CECI EST UN MESSAGE DU CONSEIL NATIONAL DES PATRONS DE PRESSE.

Siège : Maison de la presse, Tokoin Trésor -
Tél : (00228) 90 11 05 06 / 90 15 87 53 / 22 35 77 66
BP : 81213-Lomé-Togo
Email : conapptogo@yahoo.fr

TOGO CELLULAIRE



DÉCOUVRER CE QUE VEUT DIRE HAUT DÉBIT
INTERNET / MAIL / TÉLÉPHONIE / VIDÉO / PHOTO / MUSIQUE / MMS / TÉLÉCHARGEMENT...



NOUVEAUX FORFAITS

Nom du forfait	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Semaine	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 3 Mois
Volume	20 Mo	80 Mo	300 Mo	1 Go	3 Go	5 Go	10 Go
Coût	200F	500F	1 500F	5 000F	10 000F	15 000F	35 000F
Validité	1 jour	1 jour	7 jours	30 jours	30 jours	30 jours	90 jours

- Le forfait est cumulable en volume et en durée de validité.
- Le cumul de la durée de validité est plafonné à 12 mois.
- A la date de fin de validité, le volume restant n'est pas reporté.



LE LEADER

service client:888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2008

